

extérieurs et sur les Nations Unies elles-mêmes, dans les circonstances actuelles.

Le gouvernement canadien conserve l'espoir que la Chine communiste admettra elle-même qu'elle doit être prête à accepter un siège à l'ONU et à négocier au sujet de ses divergences d'opinion, comme l'ont fait les autres Etats et comme ils sont tenus de le faire en vertu de la Charte des Nations Unies. Nous espérons aussi qu'il y aura moyen de connaître de façon plus définie les intentions du gouvernement de la République populaire de Chine au sujet de son admission à l'Organisation des Nations Unies, avant que cette question soit de nouveau à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Dans l'intervalle, le gouvernement canadien continuera à faire tout en son pouvoir pour favoriser l'établissement de rapports fructueux entre le Canada et la Chine communiste et entre celle-ci et le reste de la communauté internationale.